

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Le gouvernement doit sa protection aux communes

Chacun voit la commune à sa manière. Pour le citoyen consommateur moderne, une commune est un fournisseur de prestations. Elle est responsable de la déchetterie et de la station d'épuration, de l'entretien du domaine public, routes, bâtiments et forêts, des services des eaux et du feu, du transport et de la surveillance des écoliers entre l'école et la maison. Ces services sont payés par l'impôt, ils sont des droits. Le citoyen n'a d'obligations que légales et fiscales envers l'entité logicienne communale. Si son logement devient trop petit, si ses obligations professionnelles l'imposent, si le taux d'impôts est plus intéressant ailleurs, il partira sans états d'âme.

Pour celui qui en est originaire, et même s'il n'y va jamais, la commune est un petit élément de son identité personnelle. Elle le lie à ses premiers ancêtres identifiés. Les origines vuar-gnérannes du soussigné éveillent en lui un sentiment inexprimable et inexplicable, mais réel, de fierté. Lors des fusions communales, la disparition du nom de la commune d'origine suscite un certain nombre d'oppositions entêtées.

Pour les familles qui y vivent depuis des générations, la commune est une version ramassée, immédiate et quotidienne du pays. Leurs membres y assument des responsabilités presque aussi spontanément que celles qu'ils assument envers leur famille.

Pour celui qui arrive d'ailleurs pour s'y installer définitivement, la nouvelle commune est un lieu de réenracinement social. C'est particulièrement évident quand il s'agit d'une commune à Conseil général, car il peut y jouer un rôle sans trop attendre et, surtout, sans passer par une affiliation partisane et une élection. Il lui suffit de prêter serment. Il se sent des obligations envers elle. Si la commune est grande, l'implication est en général moins forte, ou inexistante.

Pour l'administration, les communes sont une pièce du dispositif général de gestion de la société. Elles prolongent et exécutent les décisions du centre dans le pays réel.

Pour celui qui se présente à des élections cantonales ou fédérales, les communes sont un thème rebattu, à cheval sur l'institutionnel et le sociologique, l'historique et le sentimental, thème d'autant plus précieux qu'il n'engage à rien: les communes – peu importe qu'il s'agisse d'Essertes, de Renens ou de Lausanne – constituent l'«épine dorsale du Canton», la «cellule fondamentale de la société», un «tissu de proximité», une «condition du vivre ensemble», etc. Dans un second temps du discours, un «néanmoins» bien placé remet les choses à leur place: «néanmoins, je pense que beaucoup de communes n'ont plus la taille critique»; «néanmoins, les ententes intercommunales souffrent d'un déficit démocratique croissant»; «néanmoins, il est plus nécessaire que jamais de faire des économies d'échelle»; et la conclusion naturelle: «néanmoins, je crois que, pour les communes vaudoises, il est temps de se réinventer».

Pour le gouvernement, qui a la vue générale, les communes sont tout cela à la fois: des services, des liens affectifs avec le passé, des communautés de vie quotidienne, une étape intermédiaire entre les familles et l'Etat, des contributrices nécessaires à la politique cantonale... et aussi l'épine dorsale du pays. Il leur doit sa protection, comme à tous les organes intermédiaires du pays.

Il doit, en particulier, les protéger contre les parlementaires qui ne voient dans les complexes réalités communales que des entraves à leurs réformes et qui sont toujours tentés de forcer le passage.

Mais il doit surtout les protéger contre sa propre administration. Celle-ci voit les autonomies communales comme une faille dans le jeu rigoureux de ses mécanismes. Aussi tend-elle en permanence, et sans même en avoir

conscience, à réduire cette faille par de nouvelles exigences et de nouveaux contrôles. Les autorités communales, que la commune soit petite ou grande, vivent cette évolution en continu.

Ici, l'Etat doit mieux cadrer son administration, lui imposer une politique où les communes ne sont pas que des terminaux administratifs à contrôler, mais des entités anciennes, distinctes de l'Etat et de son administration, vivant aussi par elles-mêmes une vie interne pleine de richesses.

Nous suivons avec intérêt la grande tournée auprès des communes

entreprise par Mme Christelle Luisier, patronne du Département des institutions et du territoire. S'agit-il de préparer le terrain pour une rénovation institutionnelle des relations entre l'Etat et les communes, en particulier de prévoir une restitution de compétences à ces dernières, accompagnée d'une diminution des exigences de l'administration centrale à leur égard et d'une meilleure maîtrise de leurs ressources fiscales? Ou ne s'agit-il que d'adoucir des contacts devenus plus que rugueux pour mieux faire passer les axes principaux d'une politique cantonale inchangée?

Olivier Delacrétaz

Occident express 66

Parlons un peu de Nikola Tesla, cet inventeur génial à qui l'on doit le courant alternatif et la radio, entre autres. Tesla est né en 1856 d'un père pope orthodoxe serbe sur le territoire de l'actuelle Croatie. Ainsi les Serbes comme les Croates le réclament et saisissent la moindre occasion d'échanger des insultes sur ce sujet, puisqu'ils n'ont rien de mieux à faire. Or si Tesla fut un génie, c'est surtout l'empire des Habsbourg qui l'a révélé et éduqué. Il en va de même pour deux autres génies mondiaux de la science, Milutin Milankovic et Mihajlo Pupin, tous deux serbes nés sur un territoire administré par les Habsbourg, le premier en Croatie et le second en Serbie. Fussent-ils nés dans l'empire ottoman, au sud de la Save, personne n'en aurait rien su. Leur religion orthodoxe les aurait interdits d'école et d'avenir. Les Autrichiens, durant la courte période de leur mandat sur la Croatie et la Bosnie, ont littéralement transformé ces pays. Ils y ont apporté tous les bienfaits de la modernité – écoles, universités, routes, réseau ferré, postes, recensement, tribunaux. Sur l'île de Hvar en Dalmatie, on va encore à l'école aujourd'hui dans un élégant bâtiment autrichien. De l'autre côté de la Save, il ne reste rien. Les Ottomans ont tout pris, tout étouffé, et puis ils sont partis laissant derrière eux des populations incultes, ignorantes, miséreuses et incendiées par des haines inextinguibles, comme le démontrent les Balkans et le Proche-Orient. Quelles chances un jeune Tesla né sous le joug turc aurait-il eu d'être repéré, encouragé, emmené vers la capitale, entouré de tous les égards. Et pourtant, Turcs comme Autrichiens, les deux ont finalement cédé face aux peuples qu'ils avaient soumis, et les deux se sont effondrés en 1918. Cette

opposition entre les gestions et les héritages de deux empires sur un même territoire est éclairante. On peut être tenté – enfin, il m'arrive de l'être – de se balader dans New Delhi ou Mexico ou Alger et de contempler les restes du passé colonial avec un irrépressible regret. Qu'avaient-ils à exiger leur indépendance, n'étaient-ils pas mieux, et n'ont-ils pas accompli cent fois plus de choses lorsqu'une puissance impériale européenne les occupait? Ce qui apparaît dans les Balkans, où un empire a construit tandis que l'autre a détruit, c'est que les intentions des colons ne comptent que peu dans les esprits et les désirs des peuples administrés. La liberté ou la mort, apparemment, n'est pas juste un slogan dramatique, c'est une vérité universelle et sans cesse démontrée. Mais reconnaîtraient-ils aujourd'hui, les Serbes et les Croates, que leurs revendications sur Nikola Tesla équivalent en réalité à regretter le temps où ils étaient soumis aux Habsbourg? J'en doute, et d'ailleurs je n'ai jamais entendu des Suisses se vanter d'avoir eu leur première Constitution rédigée par Napoléon.

David Laufer

Votations fédérales du 27 septembre 2020

- Initiative fédérale « Pour une immigration modérée (initiative de limitation) »: **OUI**
- Modification de la loi sur la chasse: **OUI**
- Modification de la loi sur l'impôt fédéral direct (déductions fiscales pour enfants): **OUI**
- Modification de la loi sur les allocations perte de gain (congé paternité): **NON**
- Arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat: **OUI**

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier

CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

A rebours, de Huysmans

Sa vie durant, J.-K. Huysmans, fils d'un lithographe, immigrant hollandais, a travaillé comme fonctionnaire au Ministère de l'intérieur à Paris. Il a adhéré au naturalisme pour rompre ensuite avec lui à partir de *A rebours*, roman paru en 1884.

Dans la préface qu'il a écrite vingt ans après la première sortie du livre, il rapporte en détail sa rupture avec Emile Zola avec qui il s'était lié d'amitié. Considérant que le naturalisme était arrivé à une impasse, il a cherché un moyen de s'en évader. «La vertu étant, il faut bien l'avouer, ici-bas une exception, était pour cela même écartée du naturalisme. Ne possédant pas le concept catholique de la déchéance et de la tentation, nous ignorons de quels efforts,

de quelles souffrances elle est issue; l'héroïsme de l'âme, victorieuse des embûches, nous échappait.»

A partir de *A rebours* précisément, Huysmans part à la recherche de cet héroïsme de l'âme. Ce roman est le fruit de l'incroyable audace de son auteur. Construit autour d'un seul personnage, personnage vrai, déchiré, tenté par la foi et le diable, il prend résolument le contre-pied du naturalisme. Se libérer «d'une littérature sans issue», telle était la vision de Huysmans, cette littérature confinée à l'étude des mœurs, à la peinture exacte de l'existence commune et des milieux, à la vraisemblance, et à ses héros réduits à leurs impulsions et leurs instincts. Il lui fallait déconfiner le roman, laisser entrer la vie dans toute sa plénitude.

Dernier héritier d'une lignée aristocratique, personnage excentrique, le duc Jean des Esseintes est un misanthrope avéré. Dégoûté du monde, il achète une maisonnette à la campagne, après avoir dépensé la majeure partie de sa fortune dans les débauches, pour se réfugier «loin de l'incessant déluge de la sottise humaine». Là il vit seul avec son domestique, ses livres et ses lubies, ne sort jamais et ne reçoit personne. Tout le roman, à l'exception d'un seul chapitre, se passe dans cette maisonnette à Fontenay, près de Paris.

Des Esseintes se consacre à la lecture et à l'art. Il aime l'artifice, le raffiné, s'intéresse à l'imitation de la nature par l'homme. Les chapitres abordent presque chacun un art spécifique, la littérature, la peinture, la musique, les pierreries, les fleurs, les parfums. Il déserte la compagnie des hommes et cultive son amour de la beauté, de la vie, de l'art et de l'esprit afin d'échapper à la réalité de sa société qu'il tenait en horreur; il s'adonne à des rêveries et à des débats intérieurs; des souvenirs de son enfance chez les jésuites lui reviennent en mémoire, à lui qui durant sa vie mondaine n'a jamais voulu penser au passé.

D'un caractère rebelle, sceptique et défiant, le vieux libertin s'estime dégagé de toute contrainte. Or la soudaine solitude de sa retraite ne le rend pas plus heureux.: «[...] tel qu'un moine [...], il était accablé d'une lassitude immense, d'un besoin de recueillement, d'un désir de ne plus avoir rien en commun avec les profanes qui étaient pour lui les utilitaires et les imbéciles.»

Sa constante solitude amollit sa volonté et le plonge dans une torpeur. Il cherche une issue par la religion, mais n'éprouve pas «ce besoin de mortification et de prière sans lequel, si on écoute la majeure partie des prêtres, aucune conversion n'est possible». Par moments, des Esseintes semble même basculer dans le blasphème et le sadisme. Seul son penchant pour les objets religieux qui lui revenait de son enfance l'en empêche. Selon lui, et c'est aussi en quelque sorte la thèse de ce magnifique roman porté par une très belle

langue, nuancée et saignante, l'Eglise a recueilli et préservé en son sein l'art des objets précieux et saints, les joailleries, les tissus, l'art plastique, de même que la philosophie, les lettres, l'histoire; préservé contre la barbarie au Moyen Age et contre «l'immonde sauvagerie des sans-culottes». C'est en écrivant ce livre, et durant son travail de documentation, que Huysmans découvre l'importance historique qu'a l'Eglise pour le développement de l'art. Ce fut le début d'un long processus intérieur qui le mena à la conversion au catholicisme.

La névrose originelle de des Esseintes, un temps calmée par une vie plus réglée, s'aggrave à nouveau, causée par la solitude et une suractivité du cerveau. Il entre dans une crise aiguë, pleine de cauchemars, d'hallucinations et d'obsessions. «[...] la religion avait aussi remué l'illégitime idéal des voluptés; des obsessions libertines et mystiques hantaient, en se confondant, son cerveau altéré d'un opiniâtre désir d'échapper aux vulgarités du monde.»

A rebours ne vit que des descriptions minutieuses et des réflexions de l'unique personnage. Ecrit à la troisième personne du singulier, ce roman pour ainsi dire sans intrigue, et qui se déroule sur un seul lieu d'action, peut-on encore le considérer comme un roman? La question est légitime. La réponse dépend évidemment de la définition que l'on donne à ce terme. Dans *Soumission* de Houellebecq, dont par ailleurs le personnage principal est un universitaire littéraire spécialisé dans Huysmans, on trouve la définition suivante: seule la littérature peut donner la sensation de contact avec un autre être humain, «avec l'intégralité de cet esprit, ses faiblesses et ses grandeurs, ses limitations, ses petites, ses idées fixes, ses croyances». Vu sous cet angle, le roman de Huysmans n'est pas seulement un roman, mais c'est l'essence même du roman, et son aboutissement le plus parfait, et cela trente ans avant Proust, dont l'œuvre présente beaucoup de ressemblance avec *A rebours*.

Lars Klawonn

Trop de bobos à la BBC

La *British broadcasting company*, BBC, connaît depuis le 1^{er} septembre un nouveau directeur général en la personne de M. Tim Davie. *Le Daily Telegraph*¹ du 31 août a relayé l'une des premières mesures que M. Davie envisage de prendre: améliorer l'équilibre entre les émissions comiques de gauche et les émissions comiques de droite, celles-ci favorables au parti conservateur. A en croire M. Davie, trop d'émissions humoristiques de la BBC véhiculeraient des messages opposés à Boris Johnson, au Brexit, ainsi qu'à la politique gouvernementale, voire à la monarchie.

M. Davie y voit une négation du principe de service public que la BBC a pour mission d'assurer. Un humour trop orienté ne serait pas représentatif de l'opinion de l'ensemble des Britanniques. Cet humour serait par trop centré sur le mode de vie et de pensée des jeunes urbains éduqués de Londres: bref, des bobos.

Cette affaire fait suite à la polémique suscitée par la dernière «Last night of the Proms». Les Proms sont une série de concerts donnés au Royal Albert Hall de Londres durant l'été. Le dernier soir, la «last night», le BBC Symphony Orchestra accompagne des interprètes célèbres entonnant des chants populaires ou patriotiques anglais repris par l'assemblée. *The Rule Britannia* ou le *Land of Hope and Glory* constituent le clou du spectacle. La première version du programme de cette année les avait supprimés. Plusieurs y ont vu une attaque contre l'esprit national anglais, prétendument

justifiée par la dimension colonialiste de ces chants évoquant la grandeur de l'Empire britannique. Aussi a-t-il fallu une intervention du Premier Ministre pour les remettre au programme.

Ces deux affaires sont symptomatiques du rôle des médias, en particulier de service public, dans les fractures que subit aujourd'hui le monde occidental. Au nombre de celles-ci surnage celle de l'opposition entre identité nationale et indigénisme décolonialiste. Elles révèlent aussi combien leur responsabilité est grande dans l'approfondissement de ces divisions. Les atours de l'objectivité journalistique servent trop souvent à camoufler que la radio et la télévision publiques penchent dans la très grande majorité des cas toujours dans la même direction idéologique. Elle nous montre combien elles vivent en circuit fermé, dans une bulle habitée d'urbains progressistes «décryptant l'actualité», fût-ce avec humour, en recourant toujours aux mêmes critères égalitaires, frontalement opposés aux frontières et aux traditions qu'elles encadrent.

Les journaux britanniques de gauche ont répondu à M. Davie que son pari était impossible. L'humour ne pourrait être que contestataire. C'est ici à la fois le comble et le coup de forces des progressistes: avoir conquis le pouvoir et continuer à se comporter en révolutionnaires persécutés.

Félicien Monnier

¹ GARDNER Bill, «BBC's new boss threatens to axe Left-wing comedy shows», in *Daily Telegraph* du 31 août 2020.

Et en Suisse romande?

Le débat sur l'initiative No Billag n'a pas suffi. Trop d'émissions de la RTS souffrent du même mal que la BBC. Avec une obsession plus que lassante, ses diverses émissions reviennent chaque jour sur les mêmes thèmes «sociétaux»: mariage gay, politique du genre, racisme systémique... Ses journalistes usent et abusent des mêmes tics langagiers, des mêmes sous-entendus: telle personnalité conservatrice est toujours «sulfureuse», tel banquier

est «proche de l'UDC», telle affaire «relance le débat», mais toujours dans la même direction, sans parler des chefs d'Etat dits populistes dont la politique n'est jamais décrite sous un jour favorable, pas même le plus petit des éléments. Il y en a pourtant obligatoirement. Maintenir l'équilibre devrait être une préoccupation permanente de la direction générale, dût-elle mener à quelques licenciements.

FM

Un titre qui trompe énormément

24 heures du 18 septembre a publié un article sous ce titre: «Incertitudes sur l'impact économique des avions de combat.» Lorsqu'on lit l'article, on découvre qu'il n'y a en réalité aucune incertitude.

Les compensations économiques pour l'achat des nouveaux avions sont fixées dans l'arrêté fédéral voté par le Parlement: les entreprises suisses auront droit à des commandes à hauteur de 60% du budget de 6 milliards, soit 3,6 milliards de francs (1,2 milliards pour des commandes directement liées à la construction des avions et 2,4 milliards pour des commandes dans d'autres domaines industriels). Sur ces 3,6 milliards, 2,34 devraient aller à des entreprises

alémaniques, 1,08 à des entreprises romandes et 0,18 à des entreprises de la Suisse italienne.

Rien n'indique que ces chiffres soient contestés par les opposants. Ceux-ci se contentent de mener campagne en insistant sur les coûts d'exploitation des avions sur trente ou quarante ans (valeur qu'ils majorent d'un tiers pour rendre le chiffre plus impressionnant) et sur l'impact écologique du carburant qui sera utilisé.

Puisqu'il n'y a donc aucune incertitude, on en conclut que le titre de l'article résulte d'une malencontreuse erreur. On espère que les lecteurs auront corrigé par eux-mêmes.

P.-G. B.

Les liens qui libèrent

Depuis sa fondation, la Ligue vaudoise désapprouve certaines idéologies : le socialisme (y compris dans sa version nationaliste), le communisme, le libéralisme et ses avatars ultra- et néo-. Nous avons récemment cité un extrait du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels où, en 1848, les deux compères décrivent l'avidité du capitalisme en voie de mondialisation, tout en se réjouissant que les capitalistes aient liquidé l'héritage de l'Ancien régime.

Ces idéologies, avivées par la Révolution française, se caractérisent toutes par la rupture avec le passé, la préférence donnée au mouvement, la volonté de créer un homme nouveau, et par la promesse d'un paradis terrestre où régneraient ici une race pure, là des humains émancipés du labeur et de l'exploitation de l'homme par l'homme, là-bas des individus profitant, sous la direction d'une élite d'experts, de l'abondance offerte par l'alliance des techno-sciences et du marché.

Quant à nous, qui nous inspirons d'Aristote et Thomas d'Aquin, nous ne croyons ni à une race élue, ni au paradis terrestre, ni à la fin de l'histoire. Nous ne serons jamais comme des dieux. Le respect des sagesse antiques ennemies de la démesure et la méditation des Evangiles nous soutiennent. L'illimité appartient à Dieu seul. Acceptant notre condition de mortel, nous aimons les frontières et les définitions. Aucune utopie ne nous séduit. A notre échelle, l'infini est toujours mauvais. Tous les liens ne sont pas des entraves.

Le nazisme et le communisme

Des idéologies mentionnées plus haut, deux se sont effondrées.

Le national-socialisme a duré 12 ans. La prétendue race aryenne, appelée à régner mille ans sur un monde débarrassé des sous-hommes, fut détruite par une alliance militaire des démocraties libérales et du régime totalitaire soviétique.

Le communisme, après 72 ans de pénurie, de guerres civiles, de famines organisées, de procès truqués et de camps, s'est disloqué en 1989. La doctrine de Marx, qui méprisait les utopistes de son temps, était pourtant marquée par l'utopie. La dialectique marxiste prévoyait une lutte finale opposant la classe dominante capitaliste au prolétariat asservi, demeurés seuls sur la scène de l'Histoire. Le capitalisme devait mourir de ses contradictions. La violence révolutionnaire légitime des prolétaires de tous les pays donnerait un coup de pouce à la nécessité historique. Après l'effondrement des capitalistes, le prolétariat exercerait une dictature transitoire, puis s'abolirait lui-même en tant que classe. L'Etat, reflet de la domination bourgeoise, serait supprimé. C'en serait fini de l'exploitation de l'homme par l'homme et du travail aliéné : *A la vérité, le règne de la liberté commence seulement à partir du moment où cesse le travail dicté par la nécessité et la fin extérieure; il se situe donc, par sa nature même, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite* (extrait de la conclusion du Livre III du Capital). Des associations de producteurs remplaceraient les capitalistes : *Dans la société communiste [...] personne n'est enfermé dans un cercle exclusif d'activités et chacun peut se former dans n'importe quelle branche de son choix; c'est*

la société qui règle la production générale et qui me permet ainsi de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de m'occuper d'élevage le soir et de m'adonner à la critique après le repas, selon que j'en ai envie, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique (extrait de *L'Idéologie allemande*). Ce monde idyllique ne vit jamais le jour. Marx se méfiait de ses disciples : *Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste*, disait-il, *j'ai enfanté des dragons et j'ai récolté des puces*. Le communisme réel se résuma à l'établissement immédiat d'un Etat bureaucratique et oppresseur, à un productivisme effréné (Lénine admirait Ford et Taylor), à un saccage écologique, au militarisme, et à la réhabilitation, quand le besoin s'en faisait sentir, du patriotisme et de *l'opium du peuple*, orthodoxe en Russie, confucianiste en Chine.

Le capitalisme

Quant au capitalisme ennemi du prolétariat, il se développa à une vitesse ahurissante. Il survécut et survit encore à tout, résistant aux *crises de surproduction* et à *la baisse tendancielle du taux de profit*. Les luttes ouvrières le firent céder sur certains points (travail des enfants, horaire de travail, assurances sociales, congés payés, conditions de travail décentes), mais il surmonta la crise de 1929 et tira profit des deux guerres mondiales. Il se réorganisa sous l'impulsion par exemple d'un Henri Ford qui fit en sorte que les ouvriers de ses usines, payés un peu plus, acquissent une... Ford T, profitant ainsi de l'abondance naissante. Les producteurs devenaient aussi des consommateurs. Grâce à la publicité orchestrée par des spécialistes, les problèmes de surproduction furent résolus. En 1929, il y avait trop de tabac invendu. *L'American Tobacco* engagea un neveu de Freud, Edward Bernays, versé dans la psychologie et l'information, afin de s'assurer de nouveaux clients. Bernays fit défiler sur la 5e Avenue des mannequins court vêtus, cigarette aux lèvres, dans une posture aguicheuse. Ce fut un succès. De nombreuses femmes se mirent à fumer comme les pin-up. Les publicitaires, s'adressant aux pulsions élémentaires et au désir d'émancipation, créèrent des addictions à toutes sortes de produits. Les gens compensaient les contraintes du labeur en accumulant les moments de jouissance. L'économie de l'offre se développa. La valeur d'usage des objets fut négligée, l'obsolescence programmée. Le capitalisme prit un second souffle aux Etats-Unis puis s'emballa dans le monde entier. La psychologie des populations se modifia. Les névrosés anxieux et soucieux de payer leur dette à la collectivité laissèrent la place aux pervers, centrés sur la satisfaction de leurs désirs. *Je le veux, donc j'y ai droit*, disaient ceux-ci. La triade des sociétés traditionnelles *donner, recevoir, rendre* n'avait plus cours. On exigeait, on prenait. Le monde de l'hyperconsommation et du loisir naquit, avec ses centres commerciaux, ses parcs d'attraction, puis l'irrésistible commerce en ligne. Les ouvriers furent prompts à profiter de cette rétrocession par la bourgeoisie d'un peu de jouissance au lieu d'attendre indéfiniment les *lendemain* qui chantaient promis par les communistes.

L'écologie, nécessaire et dévoyée

Le capitalisme séduit toujours parce qu'il a tenu promesse. Il a apporté la

prospérité et une sorte d'émancipation, car pour vendre plus, il fallait *briser des tabous*. Sur une partie importante de la planète, les pénuries ont cessé, la mortalité a diminué, la santé s'est améliorée et la durée de vie s'est allongée.

Seulement le prix à payer est élevé. Le capitalisme devenu «sympa» s'est tout de même constitué *une armée de réserve* de travailleurs sous-payés dans le Tiers-Monde où il est possible de délocaliser la production.

Consommer toujours plus, jouir sans entraves et bouger plus vite, plus loin, nécessitent des matières premières, des ressources rares et de l'énergie. La crise écologique survient. Le Tiers-Monde à la démographie galopante veut vivre selon les normes occidentales. Alors les Verts entrent en scène, réclamant la sobriété, le retour au local, une croissance ralentie. Les conservateurs de notre espèce sont attirés par l'écologie qui semble convenir à leur souci inné de la mesure et du bien commun. Ils sont vite déçus, car les Verts, surtout en Suisse romande et en France voisine, font cause commune avec les extrémistes de l'émancipation, féministes, indigénistes, minorités sexuelles, etc.

Réaction

La Ligue vaudoise n'est pas seule à se défier à la fois des promesses de bonheur illimité des néolibéraux et de leur avant-garde transhumaniste, ainsi que des utopies altermondialistes nous annonçant qu'*un autre monde est possible* et que l'alliance des victimes scellera la libération de l'humanité. Des intellectuels de «droite» (Alain de Benoist, Olivier Rey, Pierre André Taguieff) et de «gauche»

(Jean-Claude Michéa, Dany-Robert Dufour, Bernard Stiegler et sa fille Barbara) décrivent les impasses où conduisent le néolibéralisme et le communautarisme victimaire : *chacun pour soi et gouvernance mondiale pour tous*. Les penseurs de «gauche» ne sont pas les moins virulents. Ils conspuent la médiocrité du personnel politique français de Sarkozy à Macron, de Hollande à Strauss-Kahn. Ils s'attaquent à la démoralisation dans le double sens du terme, au découragement et à la dégradation des mœurs.

Ils insistent sur la nécessité de corps intermédiaires entre un Etat tout-puissant et

des individus fragiles, sur le soin à apporter à la jeune génération. Ils s'opposent à l'inversion des rôles préconisée par la publicité où les enfants prescrivent aux parents les façons correctes de consommer. L'indifférenciation sexuelle, les prétendus changements de sexe et la gestation pour autrui, transformant les bébés en marchandises, ne les enchantent pas. Ils se soucient des troubles psychiques engendrés par l'abus des portables et le consumérisme en ligne. L'art contemporain n'est à leurs yeux qu'un objet de spéculation financière. Ils ne sont ni technophobes, ni opposés à la libre entreprise, mais s'en prennent au capitalisme *rentier, financier et spéculatif*, rejoignant la critique opérée par Aristote du gain d'argent sans autre fin que l'accumulation.

Les réactionnaires de droite comme de gauche ne veulent pas d'une utopie aboutissant à une tyrannie sans tyran. Ils demandent plus de liens, de la retenue, plus de dépendance au vrai, au bien et au beau.

Jacques Perrin

Machiavéliques contradictions ?

Mon nouveau citoyen de fils reçoit un courrier adressé et estampillé *E POST, ein Service der Deutschen Post*. Sur l'enveloppe à fenêtre, un logo *GO-GREEN* porte en sous-titre la mention *Klimaneutraler Versand*. Outre l'adresse d'expédition, le premier des deux feuillets qu'elle contient porte en gras la simple mention *Volksabstimmung vom 27. September 2020*. Le second est une reproduction de qualité très médiocre du mot d'ordre *Begrenzungsinitiative: JA zur massvollen Zuwanderung*.

Ce pli suscite la colère immédiate du destinataire.

Peut-on faire plus faux pour convaincre un jeune Vaudois de soutenir l'initiative dite de limitation? Malgré la mention d'une expédition

climatiquement neutre, c'est un envoi papier depuis l'Allemagne, consommateur de matières premières et d'énergie. Il parvient à un destinataire plutôt adepte de la communication en ligne, il est rédigé dans une autre langue et fait appel à une présentation graphique repoussante. Enfin, alors que les initiateurs sont des fervents défenseurs des postes de travail en Suisse, on a recours à une entreprise étrangère pour diffuser leur mot d'ordre.

Après signalement du cas au comité d'initiative, celui-ci nous répond qu'il n'est en rien responsable pour cette communication et le canal choisi. A-t-on affaire à un coup de contre-publicité fort réussi des opposants?

C. C.

Programme des Entretiens du mercredi

Le programme des Entretiens du mercredi continue.
Nous nous réjouissons de vous y retrouver!

Prochains rendez-vous :

30 septembre : *Du cap aux grèves de Barbara Stiegler*
Avec Jacques Perrin

7 octobre : *L'usage des ressources d'énergies «vertes»*
Avec Guillaume Gros

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.
www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

Une crise institutionnelle évitée ?

(un accord provisoire entre l'Etat et certaines communes)

Les communes aident le Canton

Au début de ce siècle, le Canton était dans une situation financière difficile. Il a sollicité l'aide des communes qui, depuis 2002, financent la moitié de la facture sociale alors que leur part n'était auparavant que d'un tiers. Cumulés, les montants supplémentaires ainsi pris en charge par les communes à la place du Canton s'élèvent à plus de 3 milliards de francs, alors que l'évolution des finances communales et cantonales a suivi des chemins diamétralement opposés. Depuis 2014, l'Etat s'est enrichi de 465 millions par an et les communes se sont appauvries de 112 millions, soit un différentiel de 577 millions par année. Entre 2010 et 2018, les dettes des communes ont augmenté de 30%, et même de 47% si l'on fait abstraction de Lausanne. Cette dette est aujourd'hui de 6,2 milliards, sans prendre en compte celle des associations de communes. Quant à l'Etat de Vaud, sa situation s'est à ce point améliorée qu'il n'avait plus, en 2018, que 875 millions de dette théorique avec, en plus, 3,5 milliards de liquidités.

Des négociations difficiles et un accord au forceps

Depuis plusieurs années, les communes négocient avec le Canton pour revoir la péréquation intercommunale, la répartition de la facture sociale et des charges liées à la police. Cependant, les discussions ont traîné, se sont enlisées et il a fallu l'élection d'une nouvelle conseillère d'Etat, naguère syndique de Payerne, le Covid-19 et beaucoup d'énergie pour qu'enfin, le 25 août 2020, un accord intervienne, mais seulement entre l'Etat de Vaud et l'Union des communes vaudoises (UCV). L'Association de communes vaudoises (AdCV) a quitté la table des négociations en juillet, peu avant l'accord.

Le 17 septembre, l'UCV a accepté l'accord à 75% des voix alors que l'AdCV l'a refusé.

Que prévoit-il ?

Le texte est difficile à comprendre, car il se fonde sur un système complexe et en partie abscons. Il y a tout d'abord, et c'est le résultat visible des négociations, un rééquilibrage financier de 150 millions en faveur des communes, mais dès 2028 seulement, après une phase d'augmentation progressive qui commence par 40 millions en 2021, 60 millions en 2022, etc. Le Grand Conseil devra se déterminer sur le principe et modifier la loi sur l'organisation et le financement de la politique sociale (LOF).

En plus de ce rééquilibrage, l'Etat reprend certaines charges mais, en contrepartie, reprend la direction des opérations selon le principe «qui paie commande». L'accord crée un groupe de travail technique (GTT-PCS) qui aura pour mission d'évaluer les tâches cantonales déléguées. L'acronyme PCS signifie participation à la cohésion sociale, nouveau nom de la facture sociale. Mais on ignore tout de la composition, des compétences et du fonctionnement de ce groupe de travail technique.

Le montant de la facture policière fera l'objet d'un autre processus piloté par un

autre groupe de travail technique qui sera en charge de la nouvelle péréquation (GTT-NPIV).

L'accord prévoit que les négociations concernant la nouvelle péréquation intercommunale vont se poursuivre; un bilan global estimant les effets financiers pour chaque commune devra être établi d'ici fin juin 2021. La nouvelle péréquation devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2023, en précisant cependant qu'aucun montant supplémentaire ne sera versé par l'Etat aux communes pour cette nouvelle péréquation.

Au sens de l'article 7 de l'accord, les communes acceptent d'engager des discussions en vue de l'introduction d'un mécanisme de maîtrise des finances communales au plus tard dans la nouvelle loi sur les communes. Cela signifie que les communes devront accepter un frein à leurs dépenses qui leur sera imposé par le Canton. Un tel engagement, qui n'est pris que par les communes, est-il vraiment lié à la facture sociale? Si, pour utiliser la nouvelle terminologie, la participation à la cohésion sociale augmente ces prochaines années, ce qui risque fort d'arriver compte tenu des conséquences de la pandémie, le tiers de l'augmentation des dépenses continuera à être supporté par les communes. Celles-ci courent dès lors le risque de voir leurs dépenses encore augmenter pour ce poste.

Les signataires de l'accord s'engagent à ne pas revenir sur les éléments de l'accord, ce qui est usuel.

Ce qui l'est moins c'est que l'UCV s'engage à ne pas soutenir une quelconque intervention parlementaire allant dans le sens d'une modification des termes de l'accord. On peine à comprendre comment une association représentant des communes peut accepter un tel engagement qui lie ses membres et pourrait l'amener à interdire à une syndique ou à un député d'intervenir en faveur des communes au Grand conseil. C'est un engagement qui sort clairement du cadre dans lequel les négociations ont été engagées et qui musèle les communes.

Enfin, si le déficit des comptes de l'Etat devait le contraindre à prendre des mesures d'assainissement au sens de l'article 165 de la Constitution cantonale, le Conseil d'Etat pourrait, lui, présenter des mesures d'assainissement dérogeant à l'accord. Les communes sont liées, mais l'Etat ne l'est pas. Ne s'agit-il pas d'un accord déséquilibré?

Un système trop complexe

Il est heureux qu'un accord ait pu intervenir, car la situation de blocage devenait intolérable. Comme l'a déclaré le Syndic de Lausanne lors de la présentation de l'accord: «Si nous n'étions pas arrivés à ce compromis, en plus de la crise sanitaire, nous aurions eu une crise institutionnelle.»

Un accord a pu être trouvé vraisemblablement grâce à l'intervention de Madame Christelle Luisier Brodard. Mais la menace, en août 2020, du lancement d'une initiative par l'AdCV intitulée «SOS Communes», pour soutenir certaines communes qui ne se sentaient pas vraiment représentées par l'UCV, n'y est peut-être pas étrangère non plus.

Dans une tribune de la revue *Dossiers Publics*, l'ancienne présidente de l'AdCV, députée PLR au Grand Conseil, Josephine Byrne Garelli, rappelait que dans la feuille de route de 2019, adoptée par le Conseil d'Etat, l'AdCV et l'UCV, on précisait la volonté commune de l'Etat et des deux faitières de procéder à l'examen d'une reprise, partielle ou totale, de la facture sociale par le Canton et que «la nouvelle péréquation devrait être simple, transparente, équitable et facile à maîtriser». Ces objectifs ne sont visiblement pas remplis par l'accord brièvement évoqué ci-dessus.

Dans une *Réflexions de 24 heures* du 2 mars 2020, la conseillère municipale nyonnaise Fabienne Freymond Cantone écrivait: «Il faut donc commencer par redéfinir la base, soit ce que l'on attend d'une commune. Celle-ci est l'institution la plus proche des gens; elle est essentielle pour le lien au territoire et pour le bien vivre ensemble. Elle n'est pas une simple tirelire, mais un axe important de développement de bien des politiques publiques (emploi, rayonnement culturel et touristique, lien social, santé de la population par un accès à des activités diverses...). Il faut donc identifier les besoins au niveau communal et remettre à plat la répartition des tâches entre le Canton et les communes. C'est en définissant la marge de manœuvre minimale et indispensable de ces dernières que l'on va vraiment avancer dans les débats en

cours.» Elle insistait aussi sur la nécessité de «corriger des dommages collatéraux résultant de facturations reposant sur de (trop) savants calculs [car] Le système institutionnel est devenu tellement imbriqué et complexe que l'on ne sait plus qui commande quoi.»

La suite?

Le protocole d'accord du 25 août pose autant de questions qu'il ne résout de problèmes. Il montre cependant, bien qu'avec de nombreuses réticences et la pose de cautèles inévitables, que le Canton accepte enfin de faire un pas en direction des communes. Il faut maintenant que la conseillère d'Etat en charge de ce dossier puisse, dans le cadre de sa volonté d'aller à la rencontre des représentants des communes dans chaque district, poser les jalons d'une simplification et d'une clarification de ces rapports institutionnels essentiels; et pas seulement sous l'angle financier.

Cela permettra de remettre de la sérénité dans le débat, y compris avec les membres de l'AdCV, et de trouver des compromis acceptables par tous.

Le Grand Conseil pourra ainsi, lorsqu'il examinera ce protocole d'accord, prendre les dispositions qui s'imposent pour clarifier et fluidifier des relations essentielles à la vie des habitants de ce pays.

Jean-Michel Henny

Désobéissance civile pour toutes et pour tous

En pleine préparation pour sa semaine d'actions, Extinction Rebellion organise, pour ses nouveaux membres, des «formations à la désobéissance civile». Immersion aux côtés de ces militants en herbe. Ainsi commence un publiereportage (du moins avons-nous d'abord pensé que c'en était un) paru dans Le Temps du 18 septembre dernier, où des journalistes se sont plongés dans le petit monde délicieusement subversif des jeunes contestataires qui veulent sauver le monde et pimenter leur vie en cessant de respecter les lois, les institutions et les autres gens.

LE COIN DU RONCHON

Notre premier réflexe a été de soupçonner une certaine connivence entre la gent médiatique et le microcosme révolutionnaire. On sent en effet beaucoup de bienveillance dans l'article, qui nous décrit une «ambiance conviviale», un «moment de détente et de rigolade», des protagonistes sympas et cool, les «valeurs morales d'XR». Lorsque les formateurs imaginent un scénario où il s'agirait de «bloquer l'entrée du journal Le Temps pour le forcer à parler plus régulièrement de la crise climatique» (sic!), personne n'y croit; les jeunes filles «craignent qu'une forme de violence puisse être ressentie par les journalistes».

Pourtant, à la réflexion, on se demande si cette hagiographie en est vraiment une. Car elle ne fait finalement que confirmer toute une série de clichés, des plus négatifs aux plus hilarants. Les protagonistes sont des caricatures de gens fragiles («Prendre conscience de l'urgence climatique a été très difficile, ça m'a provoqué des crises d'angoisse et des insomnies, raconte Sarah»; un formateur «joue le méchant flic, rôle qu'il admet trouver très éprouvant»). Ils mangent de la salade de lentilles et du pain d'épice végane. Ils forment des «binômes» pour «apprendre l'écoute active de l'autre» (l'autre étant exclusivement celui qui partage les mêmes idées). Les formateurs en illégalité sont obsédés par la dénonciation d'éventuels actes illégaux de la police...

Euh... mais pourquoi? Si sur les treize participants il y avait un ou deux journalistes, on ne peut exclure que des policiers se soient aussi infiltrés dans cette formation. Après tout, eux aussi ont sans doute des causes qui leur tiennent à cœur (#interpellationsRebellion) et qui, en bonne logique, légitimeraient un recours à la désobéissance civile.

Et lorsqu'on voit, dans le même journal, le juridisme étroit avec lequel on juge les promoteurs immobiliers valaisans (#constructionRebellion), on réalise que la lutte sera encore longue jusqu'à ce que le droit à la désobéissance civile soit véritablement reconnu à toutes et à tous.